



PROGRAMME DU FRONT POPULAIRE AUX ELECTIONS LEGISLATIVES

La CGT est indépendante mais pas neutre !

Le congrès d'unification de Toulouse, en 1936, entérine même « la collaboration momentanée avec les partis lorsque les circonstances l'exigent ».

Dans la situation actuelle, quand un parti politique d'extrême-droite risque d'accéder au pouvoir, menaçant les acquis sociaux et les libertés, il est légitime que la CGT se mobilise !

Le Nouveau Front Populaire s'est entendu sur un programme de rupture avec les politiques néolibérales portées par le patronat et de nombreux gouvernements. Il contient de nombreuses mesures que nous approuvons et dont certaines sont des revendications historiques de la CGT :

- ✓ Indexer tous les salaires sur les prix,
- ✓ Abroger les décrets d'application de la réforme Macron passant l'âge de départ à la retraite à 64 ans ainsi que la réforme de l'assurance chômage,
- ✓ Revenir à la retraite à 60 ans, et augmenter des pensions de retraite,
- ✓ Augmenter le Smic à 1600 € net et le point d'indice des fonctionnaires de 10%
- ✓ Des services publics partout pour toutes et tous et des moyens pour l'école et l'accès à la santé,
- ✓ Réindustrialiser le pays et répondre aux enjeux climatiques,
- ✓ Prendre en compte enfin la parole des salarié-es,
- ✓ Promouvoir une diplomatie française de la paix et agir pour un cessez le feu immédiat et une paix juste et durable à Gaza.

La CGT considère que ce programme est celui qui répond le mieux aux attentes de nos collègues, des usagers du service public et des écosystèmes. Sa mise en œuvre serait un immense bol d'air pour toute la société et le monde du travail en particulier !

C'est pourquoi notre syndicat a décidé de se consacrer prioritairement dans les semaines qui viennent, conformément à la sollicitation de notre confédération, à convaincre nos collègues d'aller voter le plus nombreux et nombreuses possible les 30 juin et 7 juillet pour le programme du nouveau front populaire.

L'IMPOSTURE SOCIALE DU RN

Ce qu'ils votent à l'Assemblée nationale :

SUR LE POUVOIR D'ACHAT

- Contre** le blocage des prix des produits de première nécessité
- Contre** la gratuité des cantines scolaires pour les plus modestes
- Contre** la revalorisation des petites retraites
- Contre** la garantie d'autonomie des jeunes à 1063 €
- Contre** le gel des prix des loyers
- Contre** les hébergements d'urgence Travail

Et

- Pour** la fin des droits au chômage après un abandon de poste
- Pour** la fin des allocations de chômage en cas de refus de CDI à la fin d'un CDD
- Pour** la réduction des droits au chômage des étrangers hors UE
- Pour** l'interdiction de la présence des étrangers au sein des instances représentatives des personnels
- Pour** la limitation du droit de vote des travailleurs précaires aux élections professionnelles

SUR LES SALAIRES

- Contre** l'augmentation du SMIC
- Contre** l'indexation des salaires sur l'inflation

SUR LA FISCALITÉ

- Contre** une taxe sur les revenus supérieurs à 3 millions d'€
- Contre** la taxe sur les super-profits
- Contre** l'augmentation de la TVA sur les produits de luxe
- Contre** la hausse des moyens pour lutter contre la fraude fiscale
- Contre** le rétablissement de l'ISF

Et

- Pour** la hausse du plafond de défiscalisation des heures supplémentaires
- Pour** la baisse des impôts de production CVAE

SUR LES SERVICES PUBLICS

- Contre** le recrutement de sapeurs-pompiers et la revalorisation de leurs salaires

SUR L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

- Contre** l'attribution d'un milliard d'€ dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux femmes

SUR L'ÉDUCATION ET CULTURE

- Contre** l'augmentation des budgets des universités
- Contre** la gratuité des fournitures scolaires pour les plus modestes
- Contre** l'achat de mangas avec le Pass Culture

SUR L'ÉCOLOGIE

- Contre** la taxation des yachts et jets privés
- Contre** la suppression de la niche fiscale du kérosène aérien

Ils nous divisent, la CGT rassemble.

Le Nouveau Front Populaire doit répondre aux exigences sociales, comme en 1936 lorsque les salarié-es avec la CGT ont gagné les congés payés !

Rien ne nous sera donné : alertons nos familles, nos ami.es et nos collègues de travail du danger des mensonges de l'extrême droite.

**Nous pouvons mettre enfin à l'ordre du jour des avancées sociales.
Le 30 juin et le 7 juillet Pas une voix ne doit manquer !**